

Revue de presse sur les risques en intelligence économique N°1



NOTE EXPLICATIVE :

Chers lecteurs,

Le 25 novembre dernier, j'ai eu le plaisir de publier mon premier ouvrage chez VA Éditions intitulé « [*Compétition mondiale et intelligence économique : grille d'analyse des risques*](#) ». Il est préfacé par Frédéric Pierucci, ex-otage économique dans l'affaire **ALSTOM**.

Le livre est en fait une grille d'analyse qui a vocation à recenser et à catégoriser l'ensemble des risques majeurs auxquels peut être exposée une entreprise française, sous le prisme de l'intelligence économique.

J'y parle d'espionnage économique, de souveraineté, de manipulation de l'information, de cyberattaques et d'autres agressions.

Avec la création de cette revue de presse forte d'une cinquantaine de pages, j'entends démontrer que mon ouvrage constitue un véritable outil opérationnel dans le sens où il permet aux cadres, comme aux dirigeants d'entreprises, d'identifier les menaces économiques qui pourraient les concerner très prochainement.

L'objectif de cette revue de presse vise donc à proposer une série d'exemples récents dans une multitude de secteurs d'activité en lien avec l'intelligence économique, et ce, afin que nos entreprises tricolores puissent continuer à développer des parades.

Cette revue de presse aborde 22 risques parmi les 39 explicités dans mon livre. En vous reportant au sommaire du livre (39 risques répartis en 7 grandes catégories), vous pouvez effectuer la même analyse et ainsi l'utiliser pour analyser d'autres nouveaux cas que vous trouverez dans la presse.

Vous verrez que dans certains cas, on peut relier un exemple à plusieurs risques : la grille d'analyse a vocation à être un outil pratique, et donc de taille réduite, ce qui implique que certains cas « ne rentrent pas exactement dans une boîte » ...

Par ailleurs, pour plusieurs exemples, vous trouverez une annotation intitulée « RECOMMANDATION » à côté du titre de l'article. Cela correspond par exemple à des États qui ont empêché le rachat d'entreprises stratégiques par des groupes étrangers ou à des entreprises qui ont mis en place des stratégies pour contrer certains risques comme la dépendance.

De fait, ces mesures correspondent aux recommandations que je préconise dans mon livre.

Enfin, vous pouvez soutenir ce travail en achetant mon livre (19€) sur **VA Éditions** ou en librairie via la **Fnac**, **La Procure**, **Leclerc** et bien d'autres... (Un extrait des 20 premières pages est disponible dans le lien ci-dessous :

https://www.linkedin.com/posts/augustindecolnet_extrait-livre-comp%C3%A9tition-mondiale-et-ie-activity-6868456004158296065-haNd

Et si cette revue de presse vous a plu, faites-le-moi savoir via mon adresse mail : augustin-decolnet@mailo.com.

Ce document sera actualisé tous les 6 mois.

Bonne lecture !

Augustin de Colnet

Sommaire

I – DÉPENDANCE STRATÉGIQUE	5
1. Par rapport à un fournisseur (ou un client)	5
2. Par rapport à une zone géographique	10
3. Par rapport au financement.....	11
II – VULNÉRABILITÉ JURIDIQUE OU LIÉE À LA RÉGLEMENTATION	14
4. Changement de nationalité de l’actionnaire majoritaire d’une entreprise	14
5. Composants d’origine étrangère	14
6. Application extraterritoriale d’une législation étrangère.....	14
- 6.1 Pour les personnes morales.....	14
- 6.2 Pour les personnes physiques	18
7. Sanctions internationales	18
8. Sanctions nationales défavorisant les concurrents étrangers - embargo	18
- 8.1 Pour les personnes morales.....	18
- 8.2 Pour les personnes physiques	20
9. Lobbying d’un concurrent pour obtenir des normes le favorisant.....	21
10. Obligation juridique de dévoiler des informations confidentielles	24
11. Décision arbitraire d’une administration.....	25
12. Protectionnisme avéré.....	25
13. Attitude partielle d’organisations internationales	25
III – MANIPULATION DE L’INFORMATION	25
14. Faux appel d’offres.....	25
15. Dénigrement du produit concurrent	25
IV – DÉFAUT DE PROTECTION DES INFORMATIONS STRATÉGIQUES	26
EN INTERNE	26
16. Divulgence d’informations par les cabinets d’audit anglo-saxons.....	26
17. Faux candidats, faux recrutements.....	26
18. Recueil d’informations dues à la négligence ou à la naïveté d’un concurrent.....	26
19. Abandon temporaire d’un ordinateur ou d’un smartphone	27
EN EXTERNE	27
20. Stockage d’informations confidentielles sur un serveur étranger	27
21. Débauchage ou recrutement hostile	34
22. Transfert forcé de technologie	34
V – ATTEINTE À LA RÉPUTATION / E-RÉPUTATION	37
23. Nécessité d’effectuer une « due diligence » des partenaires	37
24. Commerce avec un État ne respectant pas le droit international.....	37
25. Manipulation des notations d’entreprises par les agences reconnues.....	38
26. Atteinte à la réputation d’un dirigeant.....	39

27. Atteinte à la réputation d'une entreprise.....	39
28. Incitation au boycott d'une entreprise	42
29. Instrumentalisation d'une association ou d'une ONG.....	43
VI – CONNEXIONS HUMAINES PRÉJUDICIALES	43
30. Obtention d'informations par manipulation d'une personne.....	43
31. Liens de parenté entre salariés du vendeur et de l'acheteur	44
32. Pantouflage douteux.....	44
33. Conflit d'intérêts d'un prestataire travaillant pour deux entreprises concurrentes	46
34. Corruption d'un ou de plusieurs décideurs	48
VII – AUTRES FORMES DE CRIMINALITÉ DANS LA GUERRE ÉCONOMIQUE	49
35. Utilisation d'informations mensongères	49
36. Contrefaçon des produits d'une entreprise	49
37. Cyberattaque menée directement contre un concurrent ou par le biais de ses fournisseurs.....	50
38. Vol et détournement d'une partie de la production d'un site industriel	50
39. Espionnage économique/ industriel d'origine étatique ou privée	50
CONCLUSION :.....	53

INTRODUCTION :

L'intelligence économique sort de l'ombre

(Simon Chodorge, *usinenouvelle.com*, 27 Juin 2020)

« Collecter des informations stratégiques, prévenir l'espionnage industriel, peser dans la diplomatie d'affaires... Ces compétences appartiennent à une même discipline méconnue : l'intelligence économique ».

<https://www.usinenouvelle.com/editorial/l-intelligence-economique-sort-de-l-ombre.N977546>

I – DÉPENDANCE STRATÉGIQUE



1. Par rapport à un fournisseur (ou un client)

EXEMPLES

Les États-Unis prêts à fournir les catapultes EMALS du futur porte-avions français pour 1,2 milliard d'euros

(Laurent Lagneau, *opex360.com*, 22 décembre 2021)

« Aussi, quelques jours après que la Marine nationale et l'US Navy ont signé un « plan stratégique d'interopérabilité » pour les vingt prochaines années, la Defense Security Cooperation Agency [DSCA], l'agence chargée des exportations d'équipements militaires américains dans le cadre de la procédure dit des Foreign Military Sales [FMS], vient de rendre un avis pour recommander au Congrès d'accepter la vente potentielle à la France de deux catapultes EMALS ».

<http://www.opex360.com/2021/12/22/les-etats-unis-prets-a-fournir-les-catapultes-emals-du-futur-porte-avions-francais-pour-12-milliard-deuros/>

** La Russie coupe le gaz à l'Allemagne

(Anthony Bellanger, *France Inter*, 21 décembre 2021)

« Gazprom a interrompu quelques jours le flux de gaz à destination de l'Allemagne. Une façon violente de prévenir le nouveau chancelier qu'il fallait revenir à la table des négociations ».

<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-du-mardi-21-decembre-2021>

Risque 1 ou 5

La pénurie de magnésium, nouvelle menace pour les constructeurs automobiles

(Étienne Goetz, *Les Echos*, 22 octobre 2021, Mis à jour le 25 octobre 2021)

« Le magnésium, indispensable à l'industrie automobile, est produit à 90 % en Chine. Mais sa fabrication est extrêmement gourmande en électricité. En pleine crise énergétique, Pékin a ordonné une baisse drastique de la production.

Les constructeurs automobiles ne sont pas au bout de leur peine. Après le manque de semi-conducteurs, c'est une pénurie de magnésium qui menace les lignes de montage. Ce métal est essentiel pour renforcer, alléger et protéger l'aluminium utilisé dans l'industrie automobile, mais aussi pour faciliter le travail de soudure. L'aluminium dans les voitures contient entre 3 % et 5 % de magnésium ».

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-penurie-de-magnesium-nouvelle-menace-pour-les-constructeurs-automobiles-1357701>

*** Puces et matières premières : "Les Asiatiques nous mettent le couteau sous la gorge"** (Béatrice Mathieu et Emmanuel Botta, *L'Express*, 19/10/2021)

« Pénurie de composants électroniques, flambée des matières premières... La reprise économique française fait face à de violents vents contraires : la moitié des usines Renault sont à l'arrêt ».

https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/puces-et-matieres-premieres-les-asiatiques-nous-mettent-le-couteau-sous-la-gorge_2160574.html

Risque 1 et 4

***** L'histoire de l'entreprise taïwanaise TSMC est celle de la mondialisation... et de ses limites**

(Philippe Escande, *Le Monde*, 14 octobre 2021)

« Le leader du marché des puces électroniques se retrouve au centre des tensions qui opposent la Chine et les Etats-Unis. Une pression qui fait peser un grand risque sur l'économie mondiale, très dépendante de cette rare technologie.

TSMC, pour Taïwan Semiconductor Manufacturing Company, est aujourd'hui l'entreprise la plus stratégique au monde. Parce qu'elle est pratiquement la seule à savoir fabriquer les puces électroniques de dernière génération. Parce que ces puces, appelées aussi semi-conducteurs, sont partout, dans nos cuisines, nos salons, nos téléphones, nos voitures et les machines qui les fabriquent. Mais aussi parce que Taïwan, où elles sont produites, est au centre d'un bras de fer entre Chine et Etats-Unis qui pourrait bien déboucher prochainement sur un conflit armé ».

https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/10/14/tsmc-une-breve-histoire-de-la-mondialisation-et-de-ses-limites_6098282_3234.html

Câbles sous-marins d'Internet : « Les risques de tension sont extrêmement réels »
(Annabelle Laurent, *usbeketrica.com*, 30 mars 2019)

« En France, 80% du trafic Internet qui est généré part aux Etats-Unis, c'est considérable. L'infrastructure était jusqu'ici portée par les opérateurs et en effet, aujourd'hui ce sont les GAFAs qui investissent. Sur l'Atlantique, il y a 3 ans la part de marché des GAFAs était de 5 %. Aujourd'hui, elle est supérieure à 50 %, et on pense que d'ici 3 ans elle sera de 90 % ».

<https://usbeketrica.com/fr/article/cables-sous-marins-internet-risques-tension-reels>

Risque 1 ou 5

À Saint-Nazaire, menace sur les moteurs de sous-marins français
(Thierry Hameau, *Ouest-France*, 12/01/2021)

« Bercy met la pression sur Volkswagen dont la filiale, Man, produit à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), des moteurs de secours pour la Marine ».

« À Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), l'entreprise Man Energy Solutions, filiale à 100 % de Volkswagen est dans la tourmente depuis l'été. L'actionnaire principal s'apprête à restructurer le site et à supprimer soixante-seize emplois sur 650. Il pourrait même arrêter la production des moteurs PA4-200 qui équipent les sous-marins nucléaires français Barracuda ».

<https://www.ouest-france.fr/economie/a-saint-nazaire-menace-sur-les-moteurs-de-sous-marins-francais-7115409>

Risque 1 ou 5

Faute de puces électroniques, la Peugeot 308 repasse au compteur à aiguilles

<https://www.usinenouvelle.com/article/faute-de-puces-la-peugeot-308-repasse-au-compteur-a-aiguilles.N1084339>

Philippe Chalmin : "La Chine contrôle de très nombreux matériaux stratégiques pour la transition énergétique"

(Anne Tezenas, *Challenges*, 31/05/2021)

INTERVIEW TRANSITION ENERGETIQUE ET MATIERES PREMIERES (2/3) – « Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique à l'université de Dauphine, qui coordonne le rapport Cyclope publié le 26 mai, explique en quoi les matières premières sont un élément majeur du commerce international ».

https://www.challenges.fr/green-economie/philippe-chalmin-la-chine-controle-de-tres-nombreux-materiaux-strategiques-pour-la-transition-energetique_766705

(RECOMMANDATION)

Huawei s'apprête à abandonner Android pour HarmonyOS le mois prochain

(Gabriel Foffano, *siecldigital.fr*, 27 mai 2021)

« La nouvelle est désormais tombée, Huawei va très prochainement lancer son propre système d'exploitation pour smartphone, mais aussi l'ensemble de ses produits connectés ».

« HarmonyOS, une alternative à Android signé Huawei, va être présenté le mercredi 2 juin 2021

Cela fait maintenant plus de deux ans que Huawei subit l'embargo américain. Parmi les grosses sanctions à l'encontre de la firme, nous pouvons notamment souligner l'impossibilité de profiter des services de Google sur ses smartphones. Une situation handicapante qui empêche les nouveaux smartphones de la marque de profiter du magasin d'application Google Play, YouTube, Maps, Google Chrome...».

<https://siecldigital.fr/2021/05/27/huawei-android-harmonyos-le-mois-prochain/>

Pénurie des semi-conducteurs, vers une redistribution des cartes ?

(Ugo Viens, *portail-ie.fr*, 11 mai 2021)

« Plus que la Covid-19, c'est la crise des semi-conducteurs qui impacte le plus fortement l'industrie automobile en 2021, ralentissant la production de tous les constructeurs internationaux. Risquant en plus de perdurer encore quelques trimestres, cela met en avant

le rôle vital des semi-conducteurs dans l'industrie moderne et pousse les États-Unis et l'Union Européenne à revoir leur stratégie concernant ces matériaux ».

<https://portail-ie.fr/short/2848/penurie-des-semi-conducteurs-vers-une-redistribution-des-cartes>

Batteries et métaux rares : l'Europe risque une "double dépendance" vis-à-vis de la Chine (Pdg Eramet)

(France 24, 26/04/2021)

« L'Europe risque une "double dépendance" vis-à-vis de la Chine en matière de transition énergétique, à la fois pour l'extraction des métaux rares et pour leur transformation industrielle, a averti lundi Christel Bories, PDG du groupe minier français Eramet ».

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20210426-batteries-et-m%C3%A9taux-rares-l-europe-risk-une-double-d%C3%A9pendance-vis-%C3%A0-vis-de-la-chine-pdg-eramet>

(RECOMMANDATION)

Les États-Unis relancent la production de terres rares

(Alain Guillemoles, *La Croix*, 19/03/2021)

« Afin de diminuer leur dépendance vis-à-vis de la Chine, les États-Unis investissent dans des projets miniers au Canada pour y produire des terres rares, ces métaux indispensables pour l'industrie. Ils rouvrent aussi leur unique mine, située en Californie et qui avait fermé en 2015.

« Jeudi 18 mars, le ministère américain du commerce a ainsi réuni à huis clos des groupes miniers américains et de gros acteurs industriels comme Tesla pour les inciter à investir dans la création de nouvelles capacités de production au Canada voisin.

<https://www-la--croix-com.cdn.ampproject.org/c/s/www.la-croix.com/amp/1201146610>

(RECOMMANDATION)

Défense : la France contre-attaque dans la lutte anti sous-marine

(Vincent Lamigeon, *Challenges*, 18/03/2021)

« Dépendante des États-Unis pour ses bouées acoustiques de détection de sous-marins, la France relance une filière tricolore, pilotée par Thales, avec des PME comme la pépite Telerad. Un enjeu essentiel, vu l'activité des sous-marins russes près des côtes françaises ».

https://www.challenges.fr/entreprise/defense/la-france-contre-attaque-dans-la-lutte-anti-sous-marine_756036

Risque 1 ou 5

(RECOMMANDATION)

Semi-conducteurs : Bosch réagit sous la pression des grands clients de l'automobile

(Nathalie Steiwer, *Les Echos*, 23 avril 2021)

« Tancé par ses clients constructeurs, le premier équipementier automobile mondial avance le lancement de la production de puces électroniques dans son usine de Dresde. Le patron s'attend à une pénurie de semi-conducteur pour « plusieurs mois » encore ».

<https://www.lesechos-fr.cdn.ampproject.org/c/s/www.lesechos.fr/amp/1309489>

(RECOMMANDATION)

Médicaments : les fabricants devront faire des stocks pour prévenir les pénuries

(*Le Monde*, 03 septembre 2021)

« Les tensions d'approvisionnement s'étaient amplifiées ces dernières années. En 2020, on dénombrait près de 2 500 signalements de ruptures de stock et de risque de ruptures, contre environ 1 500 en 2019 ».

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/09/03/medicaments-les-fabricants-devront-faire-des-stocks-pour-prevenir-les-penuries_6093264_3244.html



2. Par rapport à une zone géographique

EXEMPLE

(RECOMMANDATION)

**** La CGT réclame la relocalisation de la production des puces essentielles à la souveraineté**

(Ridha Loukil, *usinenouvelle.com*, 13 Décembre 2021)

« Dans une lettre adressée au gouvernement, la CGT dénonce la stratégie de sous-traitance de la production de puces en Asie des entreprises européennes qu'elle juge responsable de

la pénurie actuelle. Elle demande d'évaluer les besoins des secteurs en aval afin d'identifier les composants essentiels à la souveraineté française qu'il faudrait relocaliser ».

<https://www.usinenouvelle.com/article/la-cgt-reclame-la-relocalisation-de-la-production-des-puces-essentielles-a-la-souverainete.N1168037>



3. Par rapport au financement

EXEMPLES

Les millions de Suez pour contrer (sans succès) l'OPA de Veolia

(Franck Bouaziz, *Libération*, 1er décembre 2021)

« Pour tenter de contrer l'OPA lancée par Veolia quelques mois auparavant, Suez s'est entouré d'une cohorte d'avocats, de banquiers et d'agences de communication. Et son adversaire a fait de même pour mener l'offensive.

Selon les informations réunies par Libération, Suez a dépensé pas moins de 120 millions d'euros pour rémunérer quatre banques d'affaires : Rothschild, la Société générale, Goldman Sachs et JP Morgan. Ainsi que deux cabinets d'avocats, Bredin Prat et Darrois et associés, et trois agences de communication : Publicis, Brunswick et DGM. La palme revient néanmoins au fonds d'investissement Ardian, sollicité par Suez pour être un « chevalier blanc » ».

https://www.liberation.fr/economie/les-millions-de-suez-pour-contrer-sans-succes-lopa-de-veolia-20211201_7QTQKTMITNDPPDOY5BBFUJHNWQ/

***** Seqens, ou comment confier stupidement nos relocalisations pharmaceutiques à un fonds d'investissement américain !**

(Arnaud Montebourg, *LinkedIn*, 28/11/2021)

(Post LinkedIn résumé par Anne Piquet)

« Macron a annoncé la relocalisation de la fabrication de paracétamol. L'entreprise qui a été massivement subventionnée pour relocaliser, Seqens, l'unique producteur français et européen d'aspirine, est en cours de cession au fonds d'investissement américain SK Capital Partners. L'état (les Français) ont ainsi payés 20% des 65 M€ de financement du fond US SK Capital Partners.

La cession est pourtant éligible au décret du 14 mai 2014 dit Montebourg sur le contrôle des investissements étrangers, qui prévoit que le ministre de l'Economie peut opposer son veto à tout rachat étranger d'entreprise dont les activités portent sur des biens ou services essentiels pour garantir la protection de la santé publique. Cette acquisition aurait donc dû justifier un veto gouvernemental ».

https://www.linkedin.com/posts/arnaud-montebourg-entrepreneur_segens-ou-comment-confier-stupidement-nos-activity-6859017647237947392-Lela

L'un des plus grands fonds activistes du monde n'a pas osé s'attaquer à Vincent Bolloré (Matthieu Pechberty, *BFM Business*, 05/11/2021)

« Selon nos informations, l'américain Third Point a confirmé il y a quelques jours avoir investi en début d'année dans Vivendi. Après avoir profité de l'introduction en Bourse d'Universal Music, le fonds a finalement renoncé à batailler avec Vincent Bolloré ».

https://www.bfmtv.com/economie/l-un-des-plus-grands-fonds-activistes-du-monde-n-a-pas-ose-s-attaquer-a-vincent-bollore_AN-202111050015.html

*** La CIA et l'OTAN lorgnent sur les pépites technologiques françaises** (*Revue Conflits*, 29 octobre 2021)

« Mercredi 20 octobre 2021, l'on a appris que *In-Q-Tel*, le fonds de la CIA qui est présent dans des entreprises d'influence mondiale comme *Google Earth* ou *Paypal*, était rentré en 2016 au capital de la startup française *Prophesee*. La technologie de vision artificielle de la pépite tricolore est donc sous le scanner des activités de surveillance de la fameuse agence de renseignement américain.

Il est en effet problématique qu'une technologie de rupture développée en France soit préemptée par le bras financier de la CIA. Car il ne s'agit pas ici d'une prise de participation anodine de la part d'un fonds étranger : c'est une opération d'État. Que les pépites développées en France attirent des capitaux de partout dans le monde souligne leur qualité. Mais que la crème de la crème des entreprises technologiques françaises finisse par servir les stratégies de puissance d'États étrangers met en lumière la fragilité de notre écosystème ».

<https://www.revueconflits.com/la-cia-et-lotan-lorgnent-sur-les-pepites-technologiques-francaises/>

Risque 3 ou 5

(RECOMMANDATION)

L'Ukraine va nationaliser le motoriste Sich, pour l'enlever aux Chinois

(lapresse.ca, 11 mars 2021)

« L'Ukraine prévoit de nationaliser Motor Sich, un constructeur aérospace détenu majoritairement par des entreprises chinoises, en raison de son importance stratégique pour la défense nationale ».

<https://www.lapresse.ca/international/europe/2021-03-11/l-ukraine-va-nationaliser-le-motoriste-sich-pour-l-enlever-aux-chinois.php>

(RECOMMANDATION)

*** L'État s'oppose à un rachat de Carrefour par le canadien Couche-Tard**

(Ivan Letessier et Marie Bartnik, Le Figaro, 13/01/2021 - mis à jour le 14/01/2021)

« Bruno Le Maire s'inquiète pour la sécurité alimentaire des Français et pour l'emploi. Douche froide pour Carrefour et ses principaux actionnaires. Alors que le géant français de la distribution venait tout juste d'engager des pourparlers en vue de se vendre au prix fort au groupe canadien Couche-Tard, le ministre de l'Économie a opposé mercredi soir son veto à une telle opération ».

<https://www.lefigaro.fr/societes/l-etat-s-oppose-a-un-rachat-de-carrefour-par-le-canadien-couche-tard-20210113>

(RECOMMANDATION)

L'Italie bloque le rachat d'une entreprise de semi-conducteurs par une société chinoise

(Olivier Tosseri, Les Echos, 3 mai 2021)

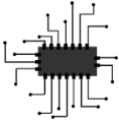
« Le gouvernement de Mario Draghi a empêché le chinois Shenzhen Investment Holdings de prendre une participation majoritaire au capital d'un fabricant milanais d'équipements pour semi-conducteurs ».

https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/litalie-bloque-le-rachat-dune-entreprise-de-semi-conducteurs-par-une-societe-chinoise-1311907#utm_source=le%3Alec0f&utm_medium=click&utm_campaign=share-links linkedin

II – VULNÉRABILITÉ JURIDIQUE OU LIÉE À LA RÉGLEMENTATION



4. Changement de nationalité de l'actionnaire majoritaire d'une entreprise



5. Composants d'origine étrangère



6. Application extraterritoriale d'une législation étrangère

- 6.1 Pour les personnes morales

EXEMPLES

Extraterritorial legal outreach: Why should the US call the shots?

(Dick Roche, *euractiv.com*, December 6, 2021)

(Post LinkedIn de Stéphanie VERRUPEN)

« "#FCPA. Dick Roche, ancien Ministre irlandais des affaires européennes dénonce l'instrumentalisation politique du FCPA. Il préconise la réalisation d'une étude d'impact approfondie sur les entreprises et les citoyens européens par la Commission ou le Parlement pour porter le dossier devant l'OMC ou l'OCDE" ».

<https://www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/extraterritorial-legal-outreach-why-should-the-us-call-the-shots/>

https://www.linkedin.com/posts/st%C3%A9phanie-verrupen_extraterritorial-legal-outreach-why-should-activity-6873561047660290048-tsXi

***** Sanctions extraterritoriales : le gouvernement français tempore**

(Anne Drif, *Les Echos*, 23 juin 2021)

« Initié en 2019, le projet de réforme de la loi contre les sanctions extraterritoriales américaines semble au point mort. En cause : un rapprochement avec l'administration Biden. Bercy répond être toujours à pied d'œuvre ».

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/sanctions-extraterritoriales-le-gouvernement-francais-temporise-1325981>

(RECOMMANDATION)

La Russie dit « niet » au dollar pour ses échanges internationaux

(Alain Guillemoles, *La Croix*, 02/05/2021)

« Pour la première fois, au quatrième trimestre 2020, moins de la moitié des achats à l'export de la Russie ont été faits en dollars. Pour échapper aux risques de sanctions américaines, le pays utilise de plus en plus l'euro. C'est le résultat d'une politique de « dé-dollarisation » voulue par les autorités.

La Russie fait tout son possible pour ne plus vendre ses produits exportés en dollars et cela se voit désormais dans les chiffres : au quatrième trimestre 2020, seulement 48 % des exportations russes ont été payées en dollars, selon la Banque centrale de Russie. C'est un recul spectaculaire par rapport à il y a un an, où 62 % étaient réglées en billets verts ».

<https://www.la-croix.com/Economie/Russie-dit-niet-dollar-echanges-internationaux-2021-05-02-1201153711>

CLM S4#23 – Frédéric Pierucci – "USA/Europe : guerre économique entre alliés stratégiques ?"

(Frédéric Pierucci, *Chaîne YouTube Pascal Boniface*, 17 février 2021)

« Pascal Boniface reçoit aujourd'hui Frédéric Pierucci, fondateur d'Ikarian, ancien cadre chez #Alstom, qui a été arrêté et emprisonné aux États-Unis. Il fut en réalité victime d'une stratégie américaine veillant à faire prendre le contrôle de la branche énergie d'Alstom par General Electric - ce qui finira par arriver en 2014 ».

« Les États-Unis ont ensuite attaqué la production d'électricité. Dans le domaine de la production d'électricité, nous étions quatre gros : General Electric, Alstom (Énergie), Siemens et les Japonais Hitachi/ Mitsubishi.

Vous vous rendez compte que Siemens a payé 800 millions de \$ d'amende, Alstom (Énergie) 772 millions de dollars d'amende, Hitachi aussi, par contre General Electric en 50 ans de loi FCPA, le FBI n'a pas été foutu de trouver un seul cas de corruption de cette entreprise.

C'est une asymétrie complète des poursuites. Pourquoi vous avez cette asymétrie ? Par ce que pendant plus de 25 ans les États-Unis étaient les seuls à avoir cette loi américaine anti-corruption ».

(Voir la vidéo de 6,30 minutes à 7,30 minutes)

<https://www.youtube.com/watch?v=SMZq-871veQ&t=1s>

MISSION « FLASH » SUR LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

(Mme Françoise BalletBlu et M. Jean-Louis Thiériot, *assemblee-nationale.fr*, 17 février 2021)

« En revanche, pour les PME, la plongée dans l'univers de la conformité se révèle souvent un long chemin de croix, rarement couronné de succès.

Le poids de la conformité s'explique aussi par la crainte de la mise en œuvre de mesures à portée extraterritoriale par nos compétiteurs stratégiques, au premier rang desquels les États-Unis.

Ainsi que l'ont indiqué aux rapporteurs les représentants des grandes banques françaises, le risque de crédit apparaît aujourd'hui moins important que le risque de conformité, en raison des sanctions aux montants faramineux prononcées sur ce fondement. La sanction la plus emblématique concerne le groupe BNP Paribas ».

<https://www2.assemblee-nationale.fr/static/15/commissions/Defense/Rapport-BITD-170221.pdf>

Quand les banques françaises exposent dangereusement la filière défense à des opérateurs étrangers

(Michel Cabirol, *La Tribune*, 14 Janvier 2021)

« Le GICAT regrette que les banques françaises s'appuient sur des bases de données américaines pour réaliser leurs enquêtes de conformité sur les entreprises du secteur. Elles exposent dangereusement ces sociétés aux lois extraterritoriales américaines ».

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/quand-les-banques-francaises-exposent-la-filiere-defense-a-des-operateurs-etrangers-872006.html>

L'Iran accuse Séoul de retenir "en otage" 7 milliards de dollars

(*i24news.tv*, 05 janvier 2021)

« Les Gardiens de la Révolution iraniens, armée idéologique du pays, avaient annoncé lundi avoir arraisonné dans les eaux du golfe un pétrolier battant pavillon sud-coréen qui aurait, selon les autorités iraniennes, enfreint "les lois sur l'environnement marin" ».

<https://www.i24news.tv/fr/actu/international/1609854610-l-iran-accuse-seoul-de-retenir-en-otage-7-milliards-de-dollars>

Déjà lourdement sanctionné par le FCPA, Ericsson va indemniser son concurrent Nokia à hauteur de 80 millions d'€

(Brune Lange, outlook.skan1.fr, 25 mai 2021)

« Le 12 mai 2021, l'équipementier suédois Ericsson a annoncé le versement de 80 millions d'euros en dommages-intérêts au finlandais Nokia, afin de régler un litige dans le cadre des poursuites pour corruption à l'encontre de l'entreprise suédoise. Ces dernières avaient été engagées par la justice américaine en vertu du Foreign Corrupt Practices Act, la loi extraterritoriale américaine punissant la corruption à l'étranger, dans cinq pays ».

<https://outlook.skan1.fr/2021/05/25/fcpa-ericsson-nokia-litige-corruption-doj-sec-pots-de-vins-80-millions-euros-compliance/>

La Chine adopte une loi anti-sanctions qui affole les entreprises européennes installées sur place

(Ouest-France, 11/06/2021)

« Les entreprises européennes en Chine sont « sous le choc » au lendemain de l'adoption d'une loi contre les sanctions étrangères, qui risque de placer les multinationales en position délicate, affirme la Chambre de commerce de l'Union européenne ».

<https://www.ouest-france.fr/economie/loi-anti-sanctions-en-chine-les-entreprises-de-l-ue-sous-le-choc-dit-la-chambre-de-commerce-243345fe-ca9d-11eb-ac72-70abdfa83133>

Settlement Agreements between the U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control and Cameron International Corporation and Schlumberger Rod Lift, Inc.

(home.treasury.gov, 09/27/2021)

<https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-sanctions/recent-actions/20210927>

(Extrait du post [LinkedIn](#) de Jan Dunin-Wasowicz)

« Cet accord transactionnel de l'OFAC du 27 septembre 2021 rappelle quelques principes clés de la conformité en matière de sanctions économiques internationales.

👉 Dans cette affaire, les managers (des « U.S. persons ») de la filiale américaine d'un groupe international avaient validé la conclusion de plusieurs contrats entre la filiale roumaine de cette entreprise avec une société russe faisant l'objet de sanctions (notamment en vertu de la Directive 4 de l'Executive Order 13662). Bien que les transactions aient fait l'objet d'une due diligence, l'implication d'U.S. persons n'avait pas été relevée. Les manquements avaient par la suite été identifiés par le groupe international lors d'une revue post-acquisition de la filiale américaine.

✓ Parmi les enseignements de l'affaire, l'on peut retenir (1) l'importance d'identifier au sein des entreprises internationales les U.S. persons, dont la présence déclenche la compétence américaine, même lorsque que les biens ou les services sont fournis par une filiale étrangère si des U.S. persons sont impliquées, et de clairement communiquer leurs obligations ; (2) le nécessaire développement et la mise en œuvre de politiques de contrôle interne et de due diligence adaptées à l'ensemble des risques en matière de sanctions auxquels l'entreprise est exposée; et (3) l'utilité de réaliser des audits de conformité sanctions économiques aussi bien en amont que postérieurement aux opérations de fusions-acquisitions ».

https://www.linkedin.com/posts/jan-dunin-wasowicz-78212732_settlement-agreements-between-the-us-department-activity-6848658283968909312-tS5Q

- 6.2 Pour les personnes physiques



7. Sanctions internationales



8. Sanctions nationales défavorisant les concurrents étrangers - embargo

- 8.1 Pour les personnes morales

EXEMPLES

**** Comment les Américains menacent la Russie en utilisant SWIFT comme arme fatale (Nicolas Bouzou, *Europe1*, 08 décembre 2021)**

« Le torchon brûle à nouveau entre la Russie et les États-Unis à propos de l'Ukraine. Les menaces américaines ne semblent pas avoir d'effet, sauf lorsque Washington parle d'économie, et plus spécifiquement de sortir l'État russe du système SWIFT. Une véritable déclaration de guerre selon les Russes

Sortir de SWIFT, c'est l'arme nucléaire des sanctions économiques parce que sortir un pays de SWIFT, c'est en réalité le sortir tout simplement du système de paiement mondial. C'est ce que subit aujourd'hui l'Iran ».

<https://www.europe1.fr/economie/comment-les-americains-menacent-la-russie-en-utilisant-swift-comme-arme-fatale-4081328>

Le Trésor américain met en garde contre les cryptomonnaies qui affaiblissent le système de sanctions économiques et financières

(*Capital*, 19/10/2021)

« "les innovations technologiques telles que les monnaies numériques, les plateformes de paiement alternatives et les nouvelles façons de cacher les transactions transfrontalières réduisent toutes potentiellement l'efficacité des sanctions américaines", détaille dans son rapport le Trésor, équivalent du ministère de l'Economie et des Finances.

"Ces technologies offrent aux acteurs malveillants des opportunités de détenir et de transférer des fonds en dehors du système financier traditionnel basé sur le dollar", est-il encore précisé. "Nous sommes conscients du risque que ces actifs numériques et systèmes de paiement puissent nuire à l'efficacité de nos sanctions s'ils ne sont pas contrôlés", ajoute le Trésor ».

<https://www.capital.fr/economie-politique/le-tresor-americain-met-en-garde-contre-les-cryptomonnaies-qui-affaiblissent-le-systeme-de-sanctions-economiques-et-financieres-1417549>

***** Pandora Papers : « Comment les États-Unis vont réussir à s'imposer comme le dernier paradis fiscal de la planète»**

(Philippe Bruneau et Jérôme Turot, *Le Figaro*, 19/10/2021)

« Nombreux sont ceux qui pensent que les révélations de l'ICIJ, consortium de journalistes, dans l'affaire des «Pandora Papers», constituent une victoire historique contre les paradis fiscaux. La réalité est bien différente : il s'agit d'une victoire des États-Unis contre les paradis fiscaux qui font concurrence à leurs propres paradis, les *tax shelters* du Delaware, du Nevada, du Wyoming, et du Dakota du Sud.

Ces révélations éblouissent des célébrités du monde entier mais aucune personnalité américaine. Le même constat avait été fait à propos des «Panama Papers» : les Américains en étaient les grands absents

les «Pandora Papers» nous enseignent que des centaines de millions de dollars ont quitté les paradis des Caraïbes et d'Europe vers le Dakota du Sud. Et ce, parce que les paradis fiscaux américains se signalent par un blocus total en matière d'échange automatique de renseignements et une coopération très limitée en matière d'échange de renseignements sur demande. La plupart des pays y ont été contraints, sous la pression de l'OCDE, en cédant à la menace d'être black listés et de subir des sanctions financières. En revanche, une

demande de renseignements adressée aux États-Unis a peu de chances d'aboutir : l'administration fédérale américaine n'a tout simplement pas accès à l'information – et n'est pas désireuse de l'avoir ».

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/pandora-papiers-comment-les-etats-unis-vous-reussir-a-s-imposer-comme-le-dernier-paradis-fiscal-de-la-planete-20211019>

***** Les États-Unis, « le meilleur endroit » pour blanchir de l'argent, selon la secrétaire au Trésor**

(Le Figaro, 09/12/2021) Source locale (Christopher Condon, "Yellen Says U.S. May Be the Best Place to Launder Dirty Money", Bloomberg, December 9, 2021)

« Il y a des raisons de penser, qu'à l'heure actuelle, le meilleur endroit pour cacher et blanchir des gains acquis frauduleusement est en fait les États-Unis », a estimé Janet Yellen [la secrétaire au Trésor] dans un discours prononcé jeudi à l'occasion du Sommet sur la démocratie ».

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/les-etats-unis-le-meilleur-endroit-pour-blanchir-de-l-argent-selon-la-secretaire-au-tresor-20211209>

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-12-09/yellen-says-u-s-may-be-the-best-place-to-laundry-dirty-money>

(RECOMMANDATION)

Pêche : Paris menace de "réduire" les livraisons d'électricité à Jersey

(L'Express avec l'AFP, 08/10/2021)

« Paris - Paris a menacé vendredi de "réduire" ses livraisons d'électricité à Jersey en raison de la crise post-Brexit liée à la pêche, première piste concrète de rétorsion après dix jours de bras de fer entre Londres et Paris ».

https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/peche-paris-menace-de-reduire-les-livraisons-d-electricite-a-jersey_2160100.html

- 8.2 Pour les personnes physiques

EXEMPLES

**** Pékin met en scène la libération de Meng Wanzhou, héritière de l'empire Huawei**
(Sébastien Falletti, *Le Figaro*, 26/09/2021, mis à jour le 27/09/2021)

« RÉCIT - Deux ressortissants canadiens, détenus depuis 1000 jours en Chine, ont été libérés parallèlement à la fille du fondateur du géant des télécoms chinois, dans un échange de prisonniers aux relents de guerre froide ».

<https://www.lefigaro.fr/international/pekin-met-en-scene-la-liberation-de-meng-wanzhou-heritiere-de-l-empire-huawei-20210926>



9. Lobbying d'un concurrent pour obtenir des normes le favorisant

EXEMPLES

**** La Chine et la Russie derrière l'exclusion du nucléaire de la taxonomie verte, selon Jean-Bernard Levy**

(Aurélie Barbaux, [usinenouvelle.com](https://www.usinenouvelle.com), 17 Septembre 2021)

« Le PDG d'EDF, Jean-Bernard Levy, a profité d'une audition de la Commission résilience de l'Assemblée nationale pour souligner les dangers, en termes de résilience industrielle, d'une exclusion du nucléaire de la taxonomie européenne pour la finance verte ».

<https://www.usinenouvelle.com/article/la-chine-et-la-russie-derriere-l-exclusion-du-nucleaire-de-la-taxonomie-verte-selon-jean-bernard-levy.N1141647>

L'Autriche se dit prête à poursuivre l'UE en justice si elle inclut le nucléaire dans sa taxonomie verte

(Nikolaus J. Kurmayer, [euractiv.fr](https://www.euractiv.fr), 18 novembre 2021)

« Lors d'un entretien exclusif, la ministre autrichienne de l'Énergie et du Climat, Leonore Gewessler, a confié à EURACTIV que son pays était prêt à aller devant la justice si l'UE décidait d'inclure l'énergie nucléaire dans sa taxonomie verte pour une finance durable ».

« Un groupe de douze États membres de l'UE, mené par la France et la Finlande, souhaite que l'énergie nucléaire soit incluse, affirmant qu'il s'agit d'une source d'énergie faible en carbone et que les déchets radioactifs peuvent être traités en toute sécurité si des mesures appropriées sont prises ».

L'Autriche est au centre d'une alliance regroupant cinq pays – à savoir l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne, le Luxembourg et le Portugal -, créée lors du sommet sur le climat

COP26 à Glasgow et qui cherche à empêcher l'inclusion de l'énergie nucléaire dans les règles de financement vertes de l'UE ».

<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/lautriche-se-dit-prete-a-poursuivre-lue-en-justice-si-elle-inclut-le-nucleaire-dans-sa-taxonomie-verte/>

Amazon tente de torpiller une loi protégeant les libraires

(Challenges, 07/12/2021)

« La multinationale du e-commerce a proposé au gouvernement français de relever ses frais d'envois des livres dans l'Hexagone en échange d'un engagement à retirer la loi établissant un prix de port minimal. Une proposition qui fait suite à un intense travail de lobbying.

Une fois la loi promulguée, des négociations entre le ministère de l'Economie, celui de la Culture et l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) devraient déboucher sur un arrêté, conduisant à facturer quelques euros l'envoi d'un livre - là où Amazon, suivi par d'autres groupes comme la Fnac, le limite aujourd'hui à un centime d'euro ».

https://www.challenges.fr/economie/amazon-tente-de-torpiller-une-loi-protégeant-les-libraires_792416

**** GAIA-X : une deuxième entreprise française a claqué la porte**

(silicon.fr, 13 décembre 2021)

(Post LinkedIn de Anne Piquet)

« Après Scaleway, l'entreprise Française HOSTEUR dit stop à GAIA-X. "La faute à un sabotage de l'intérieur par les GAFAM et de souligner le soutien des gouvernements allemand et néerlandais à cette ouverture aux entreprises extra-européennes" ».

https://www.linkedin.com/posts/annepiquet_gaia-x-une-deuxi%C3%A8me-entreprise-fran%C3%A7aise-activity-6876450153025351680-y9bh

<https://www.silicon.fr/gaia-x-hosteur-claque-porte-422191.html>

**** Que va devenir #GAIAX ?**

(Post LinkedIn de Guillaume Sylvestre, LinkedIn.com, 19 novembre 2021)

« Projet ambitieux visant à proposer des solutions de #souveraineténumérique européenne lancé mi 2020 autour notamment de leaders allemands (SAP, Siemens ...) et français (OVHcloud, Scaleway, 3DS OUTSCALE ...), il semble aujourd'hui complètement infiltré par les #GAFAM ... et les #BATX :

- Les [#GAFAM](#) ont pu s'associer au projet, certes sans siéger dans les instances de direction, mais avec un relais puissant via leurs clients grandes entreprises refusant les contraintes sur le [#Cloud](#) ;

- POLITICO a dévoilé récemment que Microsoft notamment était extrêmement actif dans les comités techniques pour définir les solutions à mettre en place. Au vu des moyens des [#GAFAM](#), il est évident qu'ils ont la possibilité de mobiliser bien plus d'experts que leurs concurrents européens pour imposer leurs outils et logiciels.

- POLITICO toujours a révélé hier que le dernier sommet de [#GAIAX](#) était financé notamment par Alibaba et Huawei, ainsi que Amazon Web Services et Microsoft ... <https://lnkd.in/eFnWzBKN>

- Rappelons enfin les messages enthousiastes de [Palantir Technologies](#), la société start de la NSA, qui se félicitait de rejoindre [#GAIAX](#) en fin d'année dernière ... <https://lnkd.in/ejQBPaNc>

Au final, le projet principal qui visait à garantir la réversibilité des données pour les clients afin qu'ils ne soient pas piégés par leurs prestataires [#Cloud](#) semble s'éloigner ... puisque les [#GAFAM](#) n'ont absolument pas intérêt à ouvrir le marché !

Dans ces conditions, [Yann Lechelle](#), PDG de [Scaleway](#), a annoncé hier sur [BSMART](#) son retrait de [#GAIAX](#). Qui va suivre ? »

https://www.linkedin.com/posts/guillaumesylvestre_huawei-alibaba-sponsorship-overshadows-european-activity-6867385300486828032-6D4g

*** Google said it had successfully 'slowed down' European privacy rules, according to lawsuit.**

(David McCabe, *The New York Times*, October 22, 2021)

« WASHINGTON — Google said in an internal document that it had successfully “slowed down” European privacy rules in collaboration with other tech companies, according to a legal filing released on Friday ».

<https://www-nytimes-com.cdn.ampproject.org/c/s/www.nytimes.com/2021/10/22/technology/google-privacy-lawsuit.amp.html>

La Chine en passe de devenir une puissance normative mondiale

(Stefan Krempl, *kan.de*, février 2021)

« L'ébauche du plan « China Standards 2035 » a fait sursauter les experts en normalisation, partout dans le monde. Même s'il s'agit d'un projet de recherche et qu'aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement, il est désormais évident que la République populaire a découvert la normalisation comme étant un instrument de politique industrielle, de géopolitique et de pouvoir. Pour l'Europe aussi, les conséquences sont importantes ».

<https://www.kan.de/fr/publikationen/kanbrief/normalisation-internationale/la-chine-en-passe-de-devenir-une-puissance-normative-mondiale/>

Des ampoules à la 5G, la Chine livre une bataille pour le contrôle des normes à l'Occident
(Valentina Pop, Sha Hua et Daniel Michaels, *lopinion.fr*, 10 février 2021)

<https://www.lopinion.fr/edition/wsj/ampoules-a-5g-chine-livre-bataille-contrôle-normes-a-l-occident-236180>



10. Obligation juridique de dévoiler des informations confidentielles

EXEMPLE

Espionnage : la « compliance » comme cheval de Troie juridique

(Nicolas Barotte, *Le Figaro*, 05/01/2022, mis à jour le 06/01/2022)

« Les pressions pour la transparence, la difficulté d'accès au financement ou la menace de sanctions extraterritoriales sont autant de moyens d'affaiblir un rival par des biais légaux.

« Quand le département de la justice américain diligente une enquête, il faut parfois fournir tous les contrats signés, tous les messages envoyés sur une période de plusieurs années. C'est colossal », raconte un spécialiste de la compliance d'entreprise.

« Il faut être très vigilant sur tout ce qui se passe actuellement dans les "extrémités" des lois », prévient le général Éric Bucquet, qui dirige la DRSD. « L'espionnage traditionnel consistait à récupérer un document dans une valise, dans une chambre d'hôtel ou auprès d'une personne. Aujourd'hui, on peut obtenir directement et de manière légale des fichiers clients, des fichiers fournisseurs ou des contrats. Ce qui est réalisé dans des cabinets anglo-saxons au profit des Américains est assez étonnant », souligne-t-il ».

<https://www.lefigaro.fr/international/espionnage-la-compliance-comme-cheval-de-troie-juridique-20220105>



11. Décision arbitraire d'une administration



12. Protectionnisme avéré

EXEMPLES

La Chine interdit depuis des années l'accès à son territoire aux GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon) afin de permettre aux « GAFAs chinois » de se développer : les BATX Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi. (vidéo Youtube).

Fin 2020, 11 firmes chinoises avaient été bloquées par l'administration américaine...



13. Attitude partielle d'organisations internationales

III – MANIPULATION DE L'INFORMATION



14. Faux appel d'offres



15. Dénigrement du produit concurrent

IV – DÉFAUT DE PROTECTION DES INFORMATIONS

EN INTERNE



16. Divulgarion d'informations par les cabinets d'audit anglo-saxons

EXEMPLES

(RECOMMANDATION)

Sous-marins : Montebourg veut mettre à l'écart les cabinets de conseil américains

(*Le Point*, 21/09/2021)

« Arnaud Montebourg, candidat à la présidentielle, a plaidé mardi pour la mise à l'écart par la France des cabinets de conseil qui transmettraient des données stratégiques aux États-Unis, après la rupture par l'Australie d'un contrat pour la construction de 12 sous-marins.

"Peut-on accepter que tous les grands cabinets de conseil comme McKinsey, les grandes banques comme Goldman Sachs, les fonds d'investissement (soient) soumis au Patriot Act, c'est-à-dire que la totalité des informations qui circulent dans ces cabinets sont directement capturées et sont sous législation américaine", a affirmé l'ex-ministre sur Europe 1 ».

https://www.lepoint.fr/politique/sous-marins-montebourg-veut-mettre-a-l-ecart-les-cabinets-de-conseil-americains-21-09-2021-2444013_20.php



17. Faux candidats, faux recrutements



18. Recueil d'informations dues à la négligence ou à la naïveté d'un concurrent

EXEMPLES

Sur Twitter, L'état-Major des Armées partage un mot de passe Windows par inadvertance (BFM TV, 10/06/2021)

« Le compte Twitter officiel de l'État-major des armées a diffusé une photo mettant en scène un exercice. Oubliant d'effacer une feuille affichée au mur, dévoilant un mot de passe ». https://www.bfmtv.com/tech/sur-twitter-l-etat-major-des-armees-partage-un-mot-de-passe-windows-par-inadvertance_AN-202106100164.html



19. Abandon temporaire d'un ordinateur ou d'un smartphone

EN EXTERNE



20. Stockage d'informations confidentielles sur un serveur étranger

EXEMPLES

WhatsApp Ordered To Help U.S. Agents Spy On Chinese Phones—No Explanation Required (Thomas Brewster, *forbes.com*, Jan 17, 2022)

« U.S. federal agencies have been using a 35-year-old American surveillance law to secretly track WhatsApp users with no explanation as to why and without knowing whom they are targeting.

In Ohio, a just-unsealed government surveillance application reveals that in November 2021, DEA investigators demanded the Facebook-owned messaging company track seven users based in China and Macau. The application reveals the DEA didn't know the identities of any of the targets, but told WhatsApp to monitor the IP addresses and numbers with which the targeted users were communicating, as well as when and how they were using the app».

<https://www.forbes.com/sites/thomasbrewster/2022/01/17/whatsapp-ordered-to-spy-on-chinese-phones-by-america-no-explanation-given/?sh=691926b26f01>

Coup d'arrêt pour le Health Data Hub, projet de centralisation de données médicales impliquant Microsoft

(Alexandre Piquard et Martin Untersinger, *Le Monde*, 11 janvier 2022 - Mis à jour le 12 janvier 2022)

« Critiqué pour son hébergement de données par l'entreprise américaine, le projet soutenu par le gouvernement a retiré sa demande d'autorisation à la CNIL.

Le principal reproche fait par les opposants du Health Data Hub concerne l'hébergement de ces données, confié à une filiale du géant américain du numérique, Microsoft.

Dans le sillage d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne mi-2020, le Conseil d'État a pointé le risque d'un possible transfert de données vers les États-Unis, en raison de leurs lois à portée extraterritoriale. La CNIL, a, elle souhaité que « [l']hébergement et les services liés à [la] gestion [du Health Data Hub] puissent être réservés à des entités relevant exclusivement des juridictions de l'Union européenne ». De quoi conforter les opposants au Health Data Hub dans leurs critiques, dans un contexte où les inquiétudes concernant la souveraineté numérique de la France et de l'Europe sont de plus en plus présentes dans le débat public ».

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/01/11/sante-coup-d-arret-pour-le-controverse-health-data-hub_6109065_4408996.html

(RECOMMANDATION)

L'armée suisse bannit WhatsApp, Signal et Telegram et choisit une messagerie locale

(*Le Monde avec AFP*, 7 janvier 2022)

« Fin décembre, l'armée suisse a envoyé un courriel à tous les commandants et chefs d'état-major pour demander aux militaires d'utiliser la messagerie suisse Threema.

Déjà utilisée dans les administrations publiques en Suisse, la messagerie Threema a été jugée plus sûre en matière de protection des données alors que d'autres messageries telles que WhatsApp sont, elles, soumises au Cloud Act. Cette loi américaine, votée en 2018, permet à des juges américains d'ordonner l'accès aux données détenues par les opérateurs américains, même si ces données se trouvent sur des serveurs en dehors des États-Unis ».

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/01/07/l-armee-suisse-bannit-whatsapp-signal-et-telegram-et-choisit-une-messagerie-locale_6108615_4408996.html

SNCF plébiscite son passage dans le Cloud d'Amazon de 7000 serveurs

(larevuedudigital.com, 8 décembre 2021)

« Il y a des sociétés où la culture d'ingénieur est très marquée et c'est le cas de la SNCF. Et ce sont des raisons d'ingénieurs qui ont mené au choix du Cloud d'Amazon, AWS (Amazon Web Services), pour héberger la quasi-totalité des 7000 serveurs physiques et virtuels et 250 applications de son usine digitale ».

<https://www.larevuedudigital.com/sncf-plebiscite-son-passage-dans-le-cloud-damazon/>

iMessage, WhatsApp, Telegram, Signal... Un document révèle les données que le FBI peut siphonner

(Gilbert KALLENBORN, 01net.com, 02/12/2021)

<https://www.01net.com/actualites/imessage-whatsapp-telegram-signal-un-document-revele-les-donnees-que-le-fbi-peut-siphonner-2052024.html>

*** Amazon WEB Services signe un accord avec les agences de renseignement britanniques**

([Les Echos](http://LesEchos.com), 26 octobre 2021)

« Amazon Web Services, le service « cloud » du géant du web, va héberger les données classifiées des services de renseignement anglais. Ceux-ci auront recours aux analyses de données et à l'intelligence artificielle à des fins d'espionnage. L'accord est estimé à 500 millions à 1 milliard de livres ».

<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/amazon-web-services-signe-un-accord-avec-les-agences-de-renseignement-britanniques-1358372>

(RECOMMANDATION)

Un État allemand va faire passer 25 000 PC sous LibreOffice, Linux devrait suivre

(Félix Cattafesta, macg.co, 19/11/2021)

« L'État du Schleswig-Holstein (nord de l'Allemagne) **envisage** de se débarrasser de Windows et d'Office. La transition va commencer par un passage à LibreOffice dans les écoles et les administrations. A terme, le gouvernement ambitionne de remplacer complètement Windows par Linux. Cela serait l'occasion pour cet État de ne plus avoir à utiliser des solutions américaines et donc de regagner en souveraineté, mais aussi de mieux pouvoir sécuriser et protéger ses données ».

<https://www.macg.co/ailleurs/2021/11/un-etat-allemand-va-faire-passer-25-000-pc-sous-libreoffice-linux-devrait-suivre-125485?page=1>

Accord Thalès-Google : Bercy abandonne le cloud souverain pour le plus grand bonheur des GAFAM

(Paul Loubière, *Challenges*, 11/10/2021)

« La France remplace le cloud souverain par un cloud de confiance. Ce nouveau concept, moins contraignant, permet aux géants américains en collaboration avec des entreprises françaises de s'inviter dans les données des administrations publiques. Les hébergeurs français s'estiment trahis ».

« De fait, le gouvernement a accouché en mai dernier d'un texte passablement infléchi sous l'influence des lobbyistes pour le rendre "GAFAM compatible". Exit le cloud souverain, place au "cloud de confiance". Derrière cet habile changement de nom se cache un abandon de la souveraineté au profit des GAFAM. Un cloud souverain, autrement dit le fait de mettre des données publiques ou privées sur des serveurs à l'abri de toute ingérence étrangère grâce à l'utilisation d'une technologie française ou européenne, a été remplacé par un autre concept, le "cloud de confiance" dans lequel les données sont théoriquement protégées par un contrat de confiance passé avec des entreprises privées libres de s'associer avec qui elles le souhaitent ».

« Bruno Le Maire et Cédric O se sont ainsi félicités de cette initiative qui permet aux entreprises et aux organisations publiques d'accéder aux technologies de cloud américaines tout en conservant la maîtrise des données, qui resteront hébergées en France. Du moins en théorie. Car la loi Cloud Act, votée en 2018 aux Etats-Unis, oblige en effet les fournisseurs américains à communiquer sur demande les données qu'ils abritent, même si ces données sont hébergées hors des Etats-Unis. Mais ces fournisseurs n'ont pas le droit de révéler qu'ils ont fait l'objet de demandes et encore moins de révéler ce qu'ils ont fourni ».

https://www.challenges.fr/high-tech/accord-thales-google-bercy-abandonne-le-cloud-souverain-pour-le-plus-grand-bonheur-des-gafam_784302

Souveraineté ? : Thales s'allie avec Google pour lancer un cloud de confiance en France

(Michel Cabirol, *La Tribune*, 06 Octobre 2021)

« Ses utilisateurs devraient en principe être à l'abri du "Cloud Act" américain ».

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/souverainete-thales-s-allie-avec-google-pour-lancer-un-cloud-de-confiance-en-france-893785.html>

***** Les États-Unis accèdent discrètement aux données de Microsoft**

(Julia Guinamard, *siecldigital-fr*, 5 juillet 2021)

« Microsoft déclare qu'un tiers des demandes d'accès aux données émises par le gouvernement américain sont classifiées ».

<https://siecledigital-fr.cdn.ampproject.org/c/s/siecledigital.fr/2021/07/05/etats-unis-donnees-microsoft/?amp>

(Post LinkedIn de Lionel Klein) « Microsoft a déclaré qu'un tiers des demandes d'accès aux données par le gouvernement des États-Unis sont accompagnées d'une ordonnance de confidentialité...

Par conséquent, le client final visé par la consultation des données n'est pas informé !

La nouvelle vient directement du responsable de la sécurité des clients de Microsoft, Tom Burt, lors d'un témoignage devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants le 30 juin 2021 ! »

Cybersécurité : faille chez Microsoft Azure, des milliers de clients exposés

(La Tribune, 27 Août 2021)

« ExxonMobil, Coca-Cola, Citrix... une société de cybersécurité, Wiz, s'est aperçue qu'elle avait soudain accès aux comptes de plusieurs milliers de clients du géant des services internet à distance, Microsoft Azure (numéro deux mondial derrière Amazon Web Services), et entrer comme elle voulait dans leurs bases de données. Pour Wiz, "CosmosDB" (le nom donné par Microsoft au service cloud concerné) est devenu #ChaosDB, car la faille découverte non seulement affecte des entreprises parmi les plus importantes au monde, mais encore, elle existerait depuis des mois, voire des années ».

<https://www.latribune.fr/technos-medias/cybersecurite-comment-wiz-a-pirate-les-donnees-de-milliers-d-entreprises-de-microsoft-azure-891255.html>

La fin du « tout-Microsoft » dans les administrations françaises ?

(Valentin Cimino, *siecledigital.fr*, 24 septembre 2021)

« Le directeur interministériel du numérique de l'État interdit aux agents publics d'utiliser Microsoft 365.

Le directeur interministériel du numérique de l'État (DINUM), Nadi Bou Hanna, a publié une circulaire le 15 septembre pour demander aux administrations françaises de ne plus migrer vers la suite bureautique de Microsoft hébergée dans le cloud Microsoft 365. L'État s'inquiète de la sécurité des données et veut en finir avec le « tout-Microsoft ».

Selon la circulaire publiée il y a quelques jours, ces données ne doivent plus être hébergées sur les services cloud de Microsoft 365, pour les protéger d'une éventuelle faille de sécurité ou même d'une utilisation abusive des services de renseignement américains ».

<https://siecledigital.fr/2021/09/24/etat-francais-microrost-365/>

Le groupe Casino noue une alliance avec Accenture et Google Cloud pour accélérer sa stratégie digitale

([groupe-casino.fr](https://www.groupe-casino.fr), 6 juillet 2021)

« Dans un contexte de transformation rapide du marché de la distribution, le groupe Casino, Google Cloud et Accenture mettent en place un partenariat stratégique qui permettra d'accélérer le développement digital et technologique du groupe Casino ».

<https://www.groupe-casino.fr/le-groupe-casino-noue-une-alliance-avec-accenture-et-google-cloud-pour-accelerer-sa-strategie-digitale/>

Microsoft decried government use of gag orders to keep subpoenas secret in investigations

(Brian Fung and Katelyn Polantz, *CNN*, June 30, 2021)

(Post LinkedIn du cabinet IKARIAN, 30 juin 2021)

« La mise en place au sein de l'entreprise d'un programme de compliance stratégique et opérationnel ne peut ignorer les risques de captation des données numériques (email, sms, fichiers,..) de l'entreprise et de ses employés

Depuis la promulgation du Cloud Act en Mars 2018, IKARIAN alerte et conseille régulièrement ses clients sur les risques de captation de leurs données résultant de leur choix en matière de stratégie Cloud. En particulier, nos recherches ont démontré depuis longtemps que le soi-disant garde-fou ie la nécessité pour les procureurs du #DOJ d'obtenir l'accord d'un juge, n'était qu'une formalité.

Dans un témoignage exceptionnel devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants le 30 juin 2021, Tom Burt, le responsable de la sécurité des clients de Microsoft a confirmé de manière non-équivoque nos conclusions et a ainsi admis les points importants suivants » :

- "The government has transformed decades-old criminal investigative techniques into secret surveillance operations -- all without rigorous review by courts,"
 - "Although courts are supposed to act as a check on government investigators by rigorously reviewing gag order requests, in practice it is little more than a formality."
 - "Microsoft alone receives as many as 10 secrecy orders per day and 3,500 per year, a figure that accounts for up to a third of all law enforcement requests the company receives."
 - "Multiply those numbers by every technology company that holds or processes data, and you may get a sense of the scope of the government's overuse of secret surveillance,"
- <https://edition.cnn.com/2021/06/29/politics/microsoft-tom-burt-testimony-gag-orders-subpoenas/index.html>

https://www.linkedin.com/posts/ikarian_microsoft-decried-government-use-of-gag-orders-activity-6824628129085091840-nXP1

***** Souveraineté numérique : des administrations invitées à l'exemplarité**

(Lucas Boncourt, *banquedesterritoires.fr*, 15 juillet 2021)

« La mission menée par le député Philippe Latombe a remis son rapport sur les moyens de renforcer la souveraineté numérique française et européenne. De la fibre à la cybersécurité en passant par l'identité numérique, le cloud et les logiciels libres dans l'administration, le rapport aborde de multiples sujets, à l'image d'un numérique désormais omniprésent. Avec des propositions parfois détonantes ».

<https://www.banquedesterritoires.fr/souverainete-numerique-des-administrations-invitees-lexemplarite>

Exclusive: Google locks Afghan government accounts as Taliban seek emails -source

(Raphael Satter, *Reuters*, September 4, 2021)

(Extrait d'un commentaire LinkedIn de Guillaume Sylvestre)

« Google a bloqué les comptes professionnels du gouvernement afghan (pour éviter que les talibans récupèrent l'historique). C'est une démonstration éclatante des risques posés par l'utilisation des outils numériques des #GAFAM par les administrations publiques et les grandes entreprises.

Une #souveraineténumérique s'appuyant sur ces outils nous expose de facto à ne jamais aller à l'encontre des intérêts US ... mais, surtout, cette main gardée sur l'accès aux données montre bien que #Amazon, #Google et Cie pourraient aussi piocher dedans si cela était utile pour eux ... C'est la distorsion de concurrence qui leur permet de rester leader de leurs marchés !

On rétorquera qu'il est toujours possible de chiffrer l'accès aux données, mais par défaut c'est bien évidemment les outils proposés par les #CLOUD US qui sont utilisés ... c'est parce qu'ils proposent autant d'outils intégrés qu'ils ont autant de succès ».

<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/exclusive-google-locks-afghan-government-accounts-taliban-seek-emails-source-2021-09-03/>

https://www.linkedin.com/posts/guillaumesylvestre_exclusive-google-locks-afghan-government-activity-6840914406965080064-WY81



21. Débauchage ou recrutement hostile



22. Transfert forcé de technologie

EXEMPLES

(RECOMMANDATION)

**** Tensions. Taïwan bloque le transfert de sa haute technologie à la Chine.**

(Courrier International, 16/12/2021)

« Taïwan met en place de nouvelles règles pour “empêcher la fuite de technologies sensibles, notamment de semi-conducteurs” vers la Chine, a dévoilé le Nikkei Asia le 15 décembre. Une réglementation révisée et durcie entrera en vigueur “avant la fin de l’année au plus tôt ou en janvier”.

Les entreprises taïwanaises seront désormais tenues de demander une autorisation “si elles prévoient de vendre ou de céder un de leurs actifs, filiales ou usines en Chine”, ce genre de démarche pouvant “impliquer le transfert de technologies sensibles”. Jusqu’à présent, ces opérations nécessitaient la simple approbation des régulateurs taïwanais ».

<https://www.courrierinternational.com/article/tensions-taiwan-bloque-le-transfert-de-sa-haute-technologie-la-chine>

U.K. Opens National Security Probe Of Nvidia’s Takeover Of Chip Designer Arm

(Lain Martin, forbes.com, november 16, 2021)

« The British government has opened a six-month probe into Nvidia’s takeover of the Cambridge, England-based chip designer Arm on national security grounds.

The \$40 billion deal to buy the semiconductor businesses that helps power smartphones, tablets and countless other devices from SoftBank was announced in September 2020 but now faces a gauntlet of antitrust reviews to be approved ».

<https://www.forbes.com/sites/ianmartin/2021/11/16/uk-opens-national-security-probe-of-nvidias-takeover-of-chip-designer-arm/?sh=79a299376e90>

Les États-Unis bloquent le rachat d'une entreprise de semi-conducteurs par un fonds d'investissement chinois

(Benjamin Terrasson, *siecldigital.fr*, 15 décembre 2021)

« L'entreprise coréenne Magnachip a annoncé l'annulation de l'opération à cause du désaccord du Comité des investissements étrangers aux États-Unis.

Probablement un énième épisode de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine. Une entreprise de semi-conducteur coréenne, Magnachip, a révélé renoncer le 13 décembre à son rachat par Wise Road Capital, un fonds d'investissement chinois spécialisé dans le secteur ».

<https://siecldigital.fr/2021/12/15/les-etats-unis-bloquent-le-rachat-dune-entreprise-de-semi-conducteur-par-un-fonds-dinvestissement-chinois/>

La Chine tente de prendre le contrôle d'entreprises européennes de semi-conducteurs, y compris en France

(Julien Bouissou, *Le Monde*, 02 novembre 2021 - Mis à jour le 03 novembre)

« Pour rattraper son retard dans le domaine des semi-conducteurs, Pékin multiplie discrètement les acquisitions à l'étranger, y compris en France, en se dissimulant derrière des sociétés écrans. Le 13 mai, le fonds d'investissement chinois Wise Road Capital a déposé une offre de rachat sur l'entreprise française Unity Semiconductor (SC) SAS, comme l'indique la plate-forme spécialisée de données financières Refinitiv ».

https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/11/02/comment-la-chine-tente-de-prendre-le-controle-d-entreprises-europeennes-de-semi-conducteurs_6100648_3234.html

*** Défense : la Chine soupçonnée par l'Italie d'avoir illégalement acheté un fabricant de drones**

(*Capital*, 02/09/2021)

« La police italienne a annoncé ce jeudi 2 septembre avoir perquisitionné une entreprise italienne spécialisée dans les drones militaires, qui aurait été illégalement rachetée par la Chine via une société offshore et risquait d'être délocalisée ».

<https://www.capital.fr/economie-politique/defense-la-chine-soupconnee-par-litalie-davoir-illegalement-achete-un-fabricant-de-drones-1413252>

***** L'Europe des start-up ouvre ses portes à la CIA**

(Anne Drif, *Les Echos*, 19 octobre 2021)

« En pleine offensive depuis qu'il a pris ses quartiers à Londres en 2018, In-Q-Tel, le fonds de la CIA, a investi dans une quinzaine de start-up. Cette stratégie vise à lutter aussi contre la « menace » chinoise dans la course aux hautes technologies.

L'offensive a payé. Depuis qu'il a pris ses quartiers à Londres en décembre 2018, le fonds de la CIA a décroché un ticket dans une dizaine de start-up européennes et décompte aujourd'hui officiellement une quinzaine de « prises ». In-Q-Tel a réussi à convaincre en dehors de son terrain de chasse de prédilection, le Royaume-Uni, pour entrer au capital de pépites espagnoles, allemandes et suédoises - sans compter d'autres, comme le Français Prophesee qui n'est pas reconnu officiellement comme tel ».

<https://www.lesechos.fr/start-up/deals/leurope-des-start-up-ouvre-ses-portes-a-la-cia-1356197>

Fusée Ariane : les dessous du transfert contesté du moteur en Allemagne

(Anne Bauer, *Les Echos*, 5 octobre 2021)

« Le transfert en Allemagne de l'assemblage et des essais du moteur Vinci, dernier-né de l'usine de Vernon, est un crève-cœur pour les salariés qui s'inquiètent d'un effet domino. Aucune fusée Ariane n'aurait décollé sans le savoir-faire accumulé à Vernon, où sont fabriqués les moteurs Vulcain (sur la photo) et Vinci et où les recherches sur la future génération, Prométhéeus, ont démarré ».

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/fusee-ariane-les-dessous-du-transfert-conteste-du-moteur-en-allemande-1352009>

SCAF : Comment Dassault Aviation et Airbus se sont répartis le développement du NGF

(*La Tribune*, 30 Août 2021)

« Dassault Aviation obtient environ 38 % de la charge de travail du NGF (Next Generation Fighter) sur l'ensemble des lots stratégiques et secondaires dans le cadre de la phase 1B du programme SCAF, selon un document de l'organisation patronale allemande dans l'aéronautique, le BDLI. Pour sa part, Airbus aura 62%, répartis entre l'Allemagne (32%) et l'Espagne (30%) ».

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/scaf-comment-dassault-aviation-et-airbus-se-sont-repartis-le-developpement-du-ngf-891377.html>

V – ATTEINTE À LA RÉPUTATION / E-RÉPUTATION



23. Nécessité d'effectuer une « due diligence » des partenaires

EXEMPLE

**** Anticorruption et fraudes internes : une cour d'appel valide le licenciement d'un directeur commercial pour avoir négligé la due diligence.**

(village-justice.com, 11 mars 2021)

« La logique du business à tout prix peut vite montrer ses limites. Le directeur commercial d'une entreprise d'armement l'a appris à ses dépens, licencié pour avoir organisé un rendez-vous de signature d'un contrat international avec un distributeur basé aux Émirats Arabes Unis, alors que les vérifications préalables n'avaient pas été effectuées ».

<https://www.village-justice.com/articles/anticorruption-fraudes-internes-une-cour-appel-valide-licenciement-directeur,38879.html>



24. Commerce avec un État ne respectant pas le droit international

EXEMPLE

Travail forcé des Ouïghours : l'extension d'un Zara retoquée à Bordeaux

(Le Figaro, 29/11/2021)

« L'enseigne Zara France s'est vu refuser l'extension d'un magasin à Bordeaux en raison d'une enquête en cours sur le possible recours au travail forcé des Ouïghours en Chine par Inditex, maison mère de la marque d'habillement, a-t-on appris lundi auprès d'élus membres d'une commission administrative ».

<https://www.lefigaro.fr/societes/travail-force-des-ouighours-l-extension-d-un-zara-retoquee-a-bordeaux-20211129>

Nordic fund KLP excludes 16 companies over links to Israeli settlements in West Bank

(Reuters, July 5, 2021)

« Norway's largest pension fund KLP said on Monday it would no longer invest in 16 companies including Alstom ([ALSO.PA](#)) and Motorola ([MSI.N](#)) because of their links to Israeli settlements in the occupied West Bank ».

<https://www.reuters.com/world/middle-east/nordic-fund-klp-excludes-16-companies-over-links-israeli-settlements-west-bank-2021-07-05/>

Travail forcé des Ouïghours : enquête ouverte en France contre quatre géants du textile

(Europe1, 01 juillet 2021)

« Le parquet national antiterroriste (Pnat) a ouvert fin juin une enquête pour "recel de crimes contre l'humanité" visant quatre géants du textile, dont Inditex (Zara, Bershka, Massimo Futi etc...), Uniqlo France, SMCP (Sandro, Maje...) et le chausseur de sport Sketchers ».

<https://www.europe1.fr/international/travail-force-des-ouighours-enquete-ouverte-en-france-contre-quatre-geants-du-textile-4055324>

Vente de matériel de surveillance à la Libye et à l’Egypte : des dirigeants français mis en examen pour « complicité d’acte de torture »

(Le Monde, 23/06/2021)

« La Fédération internationale pour les droits humains et la Ligue des droits de l’homme avaient porté plainte contre Amesys et Nexa Technologies ».

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/22/vente-de-materiel-de-surveillance-a-tripoli-et-au-caire-quatre-dirigeants-francais-mis-en-examen_6085157_3210.html



25. Manipulation des notations d’entreprises par les agences reconnues

EXEMPLE

Agences de notation : les géants américains font la pluie et le beau temps

(Esther Attias, Challenges, 22/04/2021)

« SÉRIE LA FRANCE DÉPENDANTE [5/6] (consulter les autres articles) - Santé, défense, agriculture, informatique, finance... Dans certains secteurs clés, l'Hexagone - voire l'Europe - n'a pas la main. Trois agences de notation américaines font ainsi la pluie et le beau temps sur le paysage économique européen ».

https://www.challenges.fr/economie/agences-de-notation-les-geants-americains-font-la-pluie-et-le-beau-temps-la-france-dependante_760881



26. Atteinte à la réputation d'un dirigeant



27. Atteinte à la réputation d'une entreprise

Remarque : dans ce risque, nous pourrions également parler de l'atteinte à la réputation d'une filière ou d'une corporation comme le montrent les exemples ci-dessous (la filière du nucléaire, de l'industrie de défense ou encore des producteurs de Gruyère et de Champagne...).

EXEMPLES

Gruyère ne serait pas une AOP selon un juge américain, l'inquiétude des producteurs grandit en Europe

(Le Figaro, 17/01/2022)

« Un tribunal de l'État de Virginie a estimé que le mot Gruyère était un mot générique et que les entreprises étaient libres de commercialiser du fromage sous ce nom.

Attention monument en péril. La cour fédérale de justice de Virginie, aux États-unis, a estimé que le gruyère n'avait pas besoin d'être fabriqué dans la région éponyme. La raison : ce produit est devenu tellement populaire que son nom est aujourd'hui un mot générique pour désigner n'importe quel fromage. Si cela peut prêter à sourire, c'est une réelle inquiétude pour les fabricants historiques, car dorénavant toute entreprise est libre de vendre son produit sous cette appellation. À la clef, un manque à gagner évident ».

<https://www.lefigaro.fr/societes/gruyere-ne-serait-pas-une-aop-selon-un-juge-americain-l-inquietude-des-producteurs-grandit-en-europe-20220117>

**** [Vidéo] Nucléaire : Yannick Jadot pris en flagrant délit de fake news par Léa Salamé**
(valeursactuelles.com, 21 novembre 2021)

« Yannick Jadot a participé à l'émission "On est en direct", diffusée samedi 20 novembre. Pour appuyer ses propos, selon lesquels les énergies renouvelables seraient moins chères que le nucléaire (en France), il a présenté des chiffres qui concernent les Etats-Unis ».

<https://www.valeursactuelles.com/politique/video-nucleaire-lea-salame-revele-que-les-chiffres-publies-par-yannick-jadot-ne-sappliquent-pas-a-la-france/>

Alcool. Entre la Russie et le géant du luxe français LVMH, la "guerre du champagne" est déclarée

([Courrier international](https://www.courrierinternational.com), 04/07/2021)

« Une loi signée vendredi 2 juillet par Vladimir Poutine prévoit que seuls les vins effervescents provenant de Russie pourront utiliser le mot "champagne", alors que le champagne français devrait lui prendre l'appellation de "vin pétillant". LVMH, qui produit les célèbres Moët et Chandon, a prévenu qu'il comptait suspendre ses livraisons vers la Russie ».

<https://www.courrierinternational.com/article/alcool-entre-la-russie-et-le-geant-du-luxe-francais-lvmh-la-guerre-du-champagne-est-declaree>

Total mis en cause pour le financement de la junte birmane

(Neïla Beyler et Vincent Collen, [Les Echos](https://www.lesechos.fr), 4 mai 2021)

« Le pétrolier français se servirait d'un montage financier autour d'un gazoduc sous-marin pour mettre en place un système de partage des revenus avec la junte, en passant par les Bermudes. Total dément, évoquant un schéma « classique » pour ce type de projet ».

https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/total-en-birmanie-le-groupe-francais-financerait-la-junte-via-des-comptes-offshore-1312143#utm_source=le%3Alec0f&utm_medium=click&utm_campaign=share-links_linkedin

POUR CONTRER LA HONTE DE PRENDRE L'AVION, EASYJET VA TRAVAILLER AVEC AIRBUS SUR UN AVION HYBRIDE

(N.G, [BFM Business](https://www.bfm.com), 19/11/2019)

« La compagnie aérienne annonce ce mardi un partenariat de recherche avec l'avionneur européen afin de mettre au point une nouvelle génération d'avions propres et de pouvoir les exploiter commercialement ».

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/pour-contrer-la-honte-de-prendre-l-avion-easyjet-va-travailler-avec-airbus-sur-un-avion-hybride_AN-201911190043.html

Allemagne : des entreprises accusées de « profiter » du travail forcé de Ouïghours en Chine (*Le Figaro*, 06/09/2021)

« Des militants pour les droits humains ont annoncé lundi le dépôt d'une plainte en Allemagne contre plusieurs entreprises, dont Lidl et Hugo Boss, qu'ils accusent de « profiter » du travail forcé de membres de la minorité musulmane ouïghour en Chine ».

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/allemande-des-entreprises-accusees-de-profiler-du-travail-force-de-ouighours-en-chine-20210906>

MISSION « FLASH » SUR LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

(Mme Françoise BalletBlu et M. Jean-Louis Thiériot, *assemblee-nationale.fr*, 17 février 2021)

« Six associations regroupées au sein du réseau Banktrack ont mis en œuvre des moyens pour identifier l'exposition « défense » des banques européennes. Il y a quelques années avait été dénoncée l'implication de trois grandes banques françaises (BNP-Paribas, Société Générale et Crédit Agricole) dans le financement de la production de bombes à sous-munitions, en raison des liens étroits qu'elles entretenaient alors avec l'entreprise Textron, et qui ont depuis été rompus ». (page 6)

« Après avoir subi des attaques visant à atteindre leur réputation, d'importantes institutions financières pourraient être tentées de limiter leurs investissements dans le domaine de la défense afin de limiter leur exposition et les risques qui en découlent.

D'ailleurs, les auditions conduites par les rapporteurs ont confirmé que l'ensemble des grandes banques françaises ont développé des outils d'analyse du risque d'image. De semblables mécanismes ont été institués par les fonds d'investissement afin de guider leur stratégie de prises de participation ». (page 7)

<https://www2.assemblee-nationale.fr/static/15/commissions/Defense/Rapport-BITD-170221.pdf>



28. Incitation au boycott d'une entreprise

EXEMPLES

Sleeping Giants, le collectif militant qui dépouille CNews, Valeurs actuelles et Boulevard Voltaire de leurs pubs

(Clémence Bauduin, *Le Parisien*, 18 novembre)

« En alertant les marques qui occupent, souvent malgré elles, les espaces publicitaires de sites qu'il juge haineux ou mensongers, le collectif Sleeping Giants assèche les recettes des plate-formes visées. Cette semaine, l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles est contraint de repenser sa stratégie publicitaire ».

<https://www.leparisien.fr/societe/sleeping-giants-le-collectif-militant-qui-depouille-cnews-valeurs-actuelles-et-boulevard-voltaire-de-leurs-pubs-18-11-2021-V2JI4RHKOZHL7IKZVFSRO3DD5E.php>

Ouïghours : boycottée, H & M s'effondre en Chine

(Florian Maussion, *Les Echos*, 30 septembre 2021)

« Le géant suédois du prêt à porter a vu la Chine disparaître du top 10 de ses plus gros marchés mondiaux au troisième trimestre 2021. Une situation qui implique une perte d'au moins 40 % de ses revenus dans le pays, provoquée par un boycott de la marque pour ses positions sur la situation des Ouïghours ».

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/mode-luxe/ouighours-boycotee-h-m-seffondre-en-chine-1350961>

Les résultats de Danone plombés par le boycott marocain

(*Challenges*, 19/02/2019)

« En 2018, l'effet du boycott sur les ventes au Maroc "a été de -178 millions d'euros par rapport aux ventes de 2017, provenant à deux tiers d'un manque à gagner sur les ventes de lait et à un tiers d'un manque à gagner sur les produits laitiers", indique Danone dans un communiqué. »

https://www.challenges.fr/economie/consommation/les-resultats-de-danone-plombes-par-le-boycott-marocain_643412



29. Instrumentalisation d'une association ou d'une ONG

EXEMPLES

Le contre-espionnage militaire français s'interroge sur l'instrumentalisation de certaines ONG

(Laurent Lagneau, *opex360.com*, 13 Mai 2021)

« Je pense que lorsqu'une ONG bloque un port français pour empêcher l'exportation d'armes, il y a un intérêt économique derrière, la difficulté étant de le prouver », a dit le chef de la DRSD aux députés. Et de conclure : « Si les militants agissent en toute innocence, avec naïveté, les financements, eux, proviennent parfois de puissances qui œuvrent contre les intérêts de la France. »

<http://www.opex360.com/2021/05/13/le-contre-espionnage-militaire-francais-sinterroge-sur-linstrumentalisation-de-certaines-ong/>

VI – CONNEXIONS HUMAINES



30. Obtention d'informations par manipulation d'une personne



31. Liens de parenté entre salariés du vendeur et de l'acheteur

EXEMPLE

Hélicoptères des forces spéciales : l'affaire de favoritisme qui plombe les armées

(Vincent Lamigeon, *Challenges*, 06/07/2021)

« EXCLUSIF - Trois officiers et ex-officiers, dont un ancien général de l'armée de l'air passé par la Direction du renseignement militaire, ont été condamnés pour favoritisme au tribunal correctionnel de Paris. Au centre de l'affaire, des contrats de location d'hélicoptères Super Puma pour les forces spéciales ».

https://www.challenges.fr/entreprise/defense/helicopteres-des-forces-speciales-l-affaire-de-favoritisme-qui-plombe-les-armees_772192



32. Pantouflage douteux

EXEMPLES

*** EXCLUSIF. Union européenne : ces ex-ministres qui travaillent pour Pékin et Moscou**

(Emmanuel Berretta, *Le Point*, 12/01/2022 - Modifié le 14/01/2022)

« « Le Point » dévoile un projet de rapport de l'UE qui liste les ex-ministres et hauts fonctionnaires passés au service de sociétés russes ou chinoises.

La commission Inge, créée spécialement pour armer l'Union européenne contre les guerres hybrides menées par les voisins dérangeants, s'est penchée sur un phénomène identifié par tous les services de contre-espionnage : la capture des élites européennes par deux puissances, la Russie et la Chine".

"La couleur politique importe peu : Chinois et Russes recrutent à droite, à gauche, au centre, sans querelle idéologique. Le procédé permettrait ainsi à Moscou et à Pékin de s'appuyer sur des relais d'opinion flatteurs, de piocher dans l'énorme carnet d'adresses des anciens dirigeants et de profiter de leur connaissance intime des rouages de l'État visé. Les hauts fonctionnaires peuvent aussi être séduits par de belles reconversions, comme celle de l'ancien directeur du Trésor, Bruno Bézard, désormais « managing partner » au sein du fonds d'investissement franco-chinois Cathay Capital" ».

L'UE pourrait aussi se pencher sur les nombreux hauts fonctionnaires débauchés par les géants numériques américains, comme nous le révélions dans Le Point 2569 du 4 novembre 2021 : « Comment Google, Amazon et les autres achètent la France » ».

https://www.lepoint.fr/monde/exclusif-union-europeenne-ils-travaillent-pour-pekin-et-moscou-12-01-2022-2460279_24.php

(RECOMMANDATION)

EXCLUSIF. Union européenne : ces ex-ministres qui travaillent pour Pékin et Moscou

(Emmanuel Berretta, *Le Point*, 12/01/2022 - Modifié le 14/01/2022)

« Hors d'Europe, des pays ont pris des mesures dont le Parlement européen voudrait bien s'inspirer. Au Canada, les ministres et les secrétaires parlementaires (ainsi que les autres membres de la Chambre des communes et du Sénat et les hauts fonctionnaires) ne sont pas autorisés, en vertu d'une loi, à faire du lobbying rémunéré auprès du gouvernement fédéral pendant cinq ans après leur départ. En Australie, la période d'abstinence est de dix-huit mois. Et les ministres sont également tenus de s'engager, en quittant leurs fonctions, à ne pas profiter personnellement des informations auxquelles ils ont eu accès en tant que ministre, lorsque ces informations ne sont pas accessibles au public. En Europe, ce genre de dispositions relève de la compétence des États membres. Et, dans ce domaine aussi, l'UE est divisée ».

https://www.lepoint.fr/monde/exclusif-union-europeenne-ils-travaillent-pour-pekin-et-moscou-12-01-2022-2460279_24.php

Le pantouflage de l'ex-chef de cabinet d'Agnès Pannier-Runacher recalé par le Conseil d'État.

(Emmanuel Lévy, *Marianne*, 15/12/2021)

« Nicolas Bays, le compagnon et ex-conseiller de la ministre de l'Industrie, n'ira pas chez Soitec, une entreprise grenobloise qui produit des matériaux semi-conducteurs.

De fait, le pantouflage envisagé est en plein dans le domaine de compétence de sa compagne comme ministre déléguée chargée de l'Industrie. D'autant que l'entreprise est « un acteur phare du plan Nano 2022, lancé en 2019 et qui doit bénéficier de près de 900 M€ d'aides publiques de l'État », note un tweet de l'ONG Transparency France.

Dans sa décision, le Conseil d'Etat a estimé qu'auparavant, en tant que conseiller politique puis chef de cabinet et conseiller politique d'Agnès Pannier-Runacher, Nicolas Bays « avait été en position de connaître l'ensemble des sujets évoqués et d'influer sur les décisions prises » dans le domaine des composants électroniques ciblé par le plan Nano 2022 ».

<https://www.marianne.net/politique/gouvernement/le-pantouflage-de-lex-chef-de-cabinet-dagnes-pannier-runacher-recale-par-le-conseil-detat>

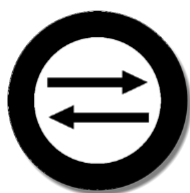
L'ex-adjoint à l'urbanisme de Hidalgo pris en flagrant délit de pantouflage dans l'immobilier

(Sarah Brethes, *Médiapart*, 17 novembre 2021)

« Jean-Louis Missika, artisan de la victoire d'Anne Hidalgo aux municipales, vient de démissionner d'une mission de conseil qu'il avait intégrée au sein du groupe Novaxia, lauréat de plusieurs appels à projets lancés par la mairie de Paris. Il avait été pris la main dans le sac par une opposante qui dénonce une situation de conflit d'intérêts.

L'erreur commise par l'ancien adjoint à l'urbanisme d'Anne Hidalgo ? Avoir accepté, sans consulter les instances déontologiques, d'intégrer un comité de mission – rémunérée – au sein du groupe immobilier Novaxia ».

<https://www.mediapart.fr/journal/france/171121/l-ex-adjoint-l-urbanisme-de-hidalgo-pris-en-flagrant-delit-de-pantouflage-dans-l-immobilier>



33. Conflit d'intérêts d'un prestataire travaillant pour deux entreprises concurrentes

EXEMPLES

Scandale en puissance

Enquête du PNF : l'Élysée bientôt éclaboussé par l'affaire Veolia-Suez ?

(Franck Bouaziz, *Libération*, 2 novembre 2021)

« Une enquête préliminaire du Parquet national financier va s'intéresser au rôle joué par le secrétaire général de la présidence, Alexis Kohler, et le gendarme des marchés financiers dans l'opération de prise de contrôle du géant de l'eau par son concurrent.

Cette plainte pénale, que Libération a pu consulter, a été déposée par les principales organisations syndicales de Suez pour trafic d'influence contre cinq acteurs clés de ce dossier, les présidents des sociétés Engie, Veolia, du fonds d'investissement Meridiam ou encore le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler. Le 18 juin, la justice a visiblement considéré que

les faits mis en avant étaient suffisamment conséquents pour ouvrir une enquête préliminaire ».

https://www.liberation.fr/economie/enquete-du-pnf-lelysee-bientot-eclabousse-par-laffaire-veolia-suez-20211102_UCWV4KBNCNCTZFPN7HCFH5IXN4/

AFFAIRE KOHLER : LE SCANDALE QUI MENACE MACRON

(*Chaîne YouTube BLAST, Le souffle de l'info*, 1 novembre 2021 → Pour gagner du temps, il est conseillé de regarder cette enquête à partir de la trentième minute)

« Conflit d'intérêt, subventions publiques et pantouflage au sommet de l'Etat. Comment Alexis Kohler, actuel secrétaire général de l'Elysée et l'un des plus proches collaborateurs d'Emmanuel Macron, a-t-il pu favoriser pendant de nombreuses années les intérêts d'une compagnie maritime Italo-Suisse contrôlée par un proche, dont plusieurs cargos ont été découverts avec d'importantes quantités de cocaïne ? »

<https://www.youtube.com/watch?v=if6UBcPKIMM>

*** Classement de Saint-Emilion : amende et relaxe pour deux noms du vignoble bordelais** (*L'Express*, 25/10/2021)

« Bordeaux - Une grande figure du vignoble bordelais, Hubert de Boüard, a été condamné lundi à Bordeaux à 60.000 euros d'amende, dont 20.000 avec sursis, pour avoir joué un rôle dans le classement 2012 des grands crus de Saint-Emilion alors qu'il avait des intérêts dans plusieurs propriétés candidates, dont le célèbre château Angélu ».

https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/classement-de-saint-emilion-amende-et-relaxe-pour-deux-noms-du-vignoble-bordelais_2161136.html

[Tribune] Affaire des « juges Soros » : en toute discrétion, la CEDH reconnaît les conflits d'intérêt et réforme son code de déontologie

(Grégor Puppinck, *Valeurs Actuelles*, 26 octobre 2021)

« Un an et demi après sa publication par *Valeurs actuelles*, le rapport de l'ECLJ sur *Les ONG et les juges de la CEDH* continue de produire des fruits, et non des moindres : la Cour vient de modifier son code de déontologie interne, et a entrepris de modifier son règlement sur les conflits d'intérêts.

En février 2020, l'ECLJ publiait un rapport qui fit le tour du monde sur *Les ONG et les juges de la CEDH* révélant qu'au moins 22 des 100 derniers juges de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) sont d'anciens collaborateurs de sept fondations et ONG, et qu'ils ont jugé à de très nombreuses reprises des affaires soutenues par leurs propres organisations,

en situation flagrante de conflits d'intérêts. Parmi ces organisations, l'Open Society de George Soros se distingue par le fait que douze de ses collaborateurs sont devenus juges à Strasbourg, et qu'elle finance les six autres ONG mises en cause, parfois très largement ».

<https://www.valeursactuelles.com/societe/tribune-affaire-des-juges-soros-en-toute-discretion-la-cedh-reconnait-les-conflits-dinteret-et-reforme-son-code-de-deontologie/>

***** FBI blooper allowed agents to use Palantir to see restricted material – letter**
(Raphael Satter, *Reuters*, August 26, 2021)

« FBI investigators have used software from Palantir Technologies Inc ([PLTR.N](https://www.nyse.com/quote/PLTR)) to access restricted evidence they were not supposed to see, according to a letter from a U.S. prosecutor and a spokeswoman for the software firm ».

<https://www.reuters.com/world/us/fbi-blooper-allowed-agents-use-palantir-see-restricted-material-letter-2021-08-26/>



34. Corruption d'un ou de plusieurs décideurs

**FAKE
NEWS**

35. Utilisation d'informations mensongères

EXEMPLE

Voilà pourquoi les entreprises devraient envisager de se doter de "directeurs de la paranoïa"

(Richard Levick, *brinknews.com*, 21 Février 2021)

« Une désinformation peut être dévastatrice pour une entreprise. C'est le cas de Broadcom, concepteur américain de semiconducteurs, qui a vu ses actions chuter après la diffusion d'un faux document ».

<https://www.brinknews.com/should-companies-consider-appointing-chief-paranoia-officers-to-combat-disinformation/>

L'incroyable manipulation d'un documentaire d'Arte

(Géraldine Woessner, *Le Point*, 14/04/2021, Modifié le 16/04/2021)

« La version finale d'un docufiction diffusé ce 21 avril sur Arte a été lourdement censurée pour en faire un pamphlet antinucléaire. La réalisatrice alerte ».

https://www.lepoint.fr/medias/l-incroyable-manipulation-d-un-documentaire-d-arte-14-04-2021-2422165_260.php



36. Contrefaçon des produits d'une entreprise

EXEMPLES

Lidl condamné à retirer le Monsieur Cuisine Connect de la vente en Espagne, après une plainte de Thermomix

(Claire Domenech, *Capital*, 19/01/2021, Mis à jour le 22/01/2021)

« Gros revers judiciaire en Espagne pour Lidl. Le tribunal de commerce de Barcelone vient d'ordonner à l'enseigne allemande de retirer de la vente tous ses Monsieur Cuisine Connect. La justice a estimé que le discounter violait les droits du brevet Thermomix ».

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/lidl-condamne-a-retirer-le-monsieur-cuisine-connect-de-la-vente-en-espagne-apres-une-plainte-de-thermomix-1391335>



37. Cyberattaque menée directement contre un concurrent ou par le biais de ses fournisseurs



38. Vol et détournement d'une partie de la production d'un site industriel



39. Espionnage économique/ industriel d'origine étatique ou privée

EXEMPLES

Allemagne : mise en accusation d'un scientifique russe accusé d'avoir espionné le programme Ariane

(*Le Figaro avec AFP*, 27 janvier 2022)

« Un scientifique russe travaillant dans une université bavaroise a été mis en accusation en Allemagne, soupçonné d'avoir espionné le programme spatial européen Ariane pour le compte de Moscou, a annoncé le parquet allemand ».

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/Allemagne-mise-en-accusation-d-un-scientifique-russe-accuse-d-avoir-espionne-le-programme-ariane-20220127>

***** L'opération séduction de Palantir auprès des start-up françaises de Station F**

(Léna Corot, *usine-digitale.fr*, 09 décembre 2021)

« Palantir noue un partenariat avec Station F afin de proposer aux start-up présentes sur ce campus l'utilisation de sa plateforme Foundry for Builders, qui propose des fonctionnalités d'analyse de big data sous la forme d'un abonnement à tarif préférentiel ».

<https://www.usine-digitale.fr/article/l-operation-seduction-de-palantir-aupres-des-start-up-francaises-de-station-f.N1167772>

Ingérences étrangères dans la recherche : pourquoi la DGSI monte au front

(Antoine Izambard, *Challenges*, 25/10/2021)

« ENQUÊTE Face à la hausse du nombre d'ingérences étrangères, notamment chinoises, visant le monde de la recherche, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a décidé de muscler ses capacités de détection. État des lieux ».

https://www.challenges.fr/entreprise/defense/ingerences-etrangeres-dans-la-recherche-comment-dgsi-a-change-de-braquet_785913

***** Cooperate but never forget!!** (Extrait d'un document du site Wikileaks)

(Post LinkedIn de Guillaume Poupard, directeur de L'ANSSI, septembre 2021)

« 1. (S//REL TO USA, AUS, CAN, GBR, NZL) Report impending French contract proposals or feasibility studies and negotiations for international sales or investments in major projects or systems of significant interest to the foreign host country or \$200 million or more in sales and/or services, including financing information or projects of high interest including:

A. Information and telecommunications facilities networks and technology?

B. Electric power, natural gas, and oil facilities and infrastructure to include nuclear power and renewable energy generation?

C. Transportation infrastructure and technology to include ports, airports, high-speed rail, and subways?

D. Environmental technologies used domestically and for export?

E. Health care infrastructure, services, and technologies, including biotechnology developments? »

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:6844519502667902976/>

Licencié pour espionnage industriel, un salarié saisit le conseil des prud'hommes

(Ouest France, 23/09/2021)

« Un salarié d'une société installée à Buzançais (Indre) a été licencié pour faute grave en 2020. La raison ? Il est suspecté d'avoir donné des informations confidentielles à l'un de ses voisins, salarié d'une entreprise concurrente positionnée pour racheter la société. L'employé a décidé de contester cette décision »

<https://www.ouest-france.fr/centre-val-de-loire/buzancais-36500/licencie-pour-espionnage-industriel-un-salarie-saisit-le-conseil-des-prud-hommes-7436210>

Un ancien dirigeant de Sika condamné pour espionnage économique

(tdg.ch, 26/06/2021)

« L'homme a livré des documents confidentiels et secrets à son nouvel employeur, une entreprise étrangère concurrente, selon une ordonnance pénale communiquée samedi par le Ministère public de la Confédération ».

<https://www.tdg.ch/un-ancien-dirigeant-de-sika-condamne-pour-espionnage-economique-624457006159>

Guerre Commerciale : Le Retour des Espions

(Bernard Jomard, forbes.fr, 27 mars 2019)

(Beaucoup de noms de cabinets d'intelligence économique)

<https://www.forbes.fr/technologie/guerre-commerciale-le-retour-des-espions/>

Espionnage pour le compte de la NSA : Airbus va porter plainte en Allemagne

(France24, 01/05/2015)

« Airbus Group a annoncé, jeudi, son intention de porter plainte en Allemagne après les informations selon lesquelles le service fédéral de renseignement extérieur allemand a aidé les Américains à espionner des entreprises européennes ».

<https://www.france24.com/fr/20150501-espionnage-nsa-airbus-va-porter-plainte-allemande-aeronautique-medias-merkel>

Conclusion :

Ali Laïdi (EPGE) : "La guerre économique ne sert pas à faire la guerre, mais à envoyer un message"

(Mélodie Roosen, *major.com*, 09/12/2021)

« Nous pourrions tout autant parler d'hypercompétition ou d'hyperconcurrence économique, peu importe. Mais parler de "guerre" permet de comprendre qu'au cœur de la problématique se trouve la violence, chose que nous avons oubliée depuis des siècles ».

« Mais force est de constater que les pays qui ont déployé des systèmes d'intelligence économique puissants et discrets – le Japon, les États-Unis, la Russie et la Chine – ont en effet formé des guerriers économiques, dans le but de défendre les intérêts économiques de leur pays ».

« De la même manière, nous n'avons pas anticipé la déstabilisation de la part des États-Unis dans l'affaire des sous-marins australiens... alors qu'ils nous avaient déjà fait le coup en 2007, quand nous avons tenté de vendre des hélicoptères à l'Inde ! Pour sortir de cet état de réaction pour aller vers l'anticipation et l'action, il n'y a pas 36 solutions : il faut penser le concept de guerre économique, le faire entrer à l'université ».

<https://major.com/media/809-ali-laidi-guerre-economique-sert-pas-faire-guerre-mais-envoyer-message>

Les droits d'images :

- Les icônes ainsi que l'image de la page de garde utilisée sont libres d'utilisation et proviennent des sites :

- thenounproject.com : risques n° 1, 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 19, 29, 31, 33, 38 et 39
- pixabay.com : comprend l'image de la page de garde ainsi que les risques n° 6, 7, 9, 15, 21, 23, 24, 25, 27, 28, 32, 35 et 36
- freepng.fr : risques n° 5, 13, 22 et 30
- canva.com : risque n° 2
- flaticon.com : risque n° 3 et 34 (graphiste Freepik)
- pngimage.net : risque n°37
- svgsilh.com : risques n° 4 et 20
- publicdomainpictures.net : risque n° 26
- needpix.com : risque n°13
- cleanpng.com : risque n°13